



Procès-verbal du Conseil Municipal

Séance du 04 novembre 2025

Présents : M. Yves PERRET – M. Jérémy GROSBOT – Mme Amandine MOREAU – M. Alexandre BARBARET – Guillaume GEOFFRAY – M. Anthony CHAMPELEY – Mme Jacqueline PIPERINI – Marie-Christine CUTURIER

Absents excusés : –

Absents :

Secrétaire de séance : Anthony CHAMPELEY

Ouverture de la séance à 20h20

1. Approbation du procès-verbal.

Approbation du procès-verbal du 23/09/2025.

Madame Jacqueline PIPERINI souhaite mettre en avant le fait que Monsieur Denis JUILLARD a démissionné de la municipalité de CHALLES LA MONTAGNE et qu'il n'a pas été mentionné dans le dernier procès-verbal.

Avant de commencer les points de délibérations, Monsieur le Maire demande si une délibération peut être ajoutée à l'ordre du jour qui concerne la citerne incendie. Les membres du conseil donnent leur accord.

2. Mise à jour des tarifs de la salle des fêtes

Suite au conseil municipal du 23 septembre 2025, Monsieur le Maire explique au conseil municipal que les dépenses annexes à la location de la salle des fêtes sont en constantes augmentations et qu'il y a lieu de mettre à jour les tarifs et leur utilisation. Bien sûr la gratuité annuelle des associations reste inchangée.

Monsieur Le Maire propose donc de revoir la tarification applicable à la salle des fêtes (qui n'a pas été modifiée depuis 2023) à compter du 1^{er} Janvier 2026. il consulte le conseil municipal sur les points suivants :

I. Création d'un nouveau tarif pour l'utilisation des toilettes :

Aujourd'hui les associations sont obligées de louer la salle entière en période estivale juste pour avoir accès aux toilettes. Monsieur le Maire propose donc un tarif pour l'accès aux toilettes par la porte des vestiaires uniquement pour les associations du village. Il est demandé au conseil son accord ou non et de fixer un tarif.

II. Réactualisation des Tarifs :

| <u>LOCATION SALLE</u> | <u>RÉSIDENTS</u> | <u>NON RÉSIDENTS</u> |
|---------------------------------|--|----------------------|
| Four + Cuisine : | 110€ | 170 € |
| Grande Salle : | 175 € | 260 € |
| Four (Cuisine) + Grande Salle : | 285€ | 430 € |
| Caution : | 750 € | |
| Gaz : | 6,50 € le m ³ minimum : 5 € | |

| <u>VAISSELLE</u> | <u>RÉSIDENTS</u> | <u>NON RÉSIDENTS</u> |
|--------------------------|------------------|----------------------|
| Jusqu'à 50 couverts : | 15 € | 20 € |
| Au-delà de 50 couverts : | 30 € | 40 € |



Il est proposé de faire un tarif spécial association du village. Madame Amandine MOREAU se pose la question de CHALLES S'ANIME. L'organisme est-elle une association ? Fait-il partie de la commune ? Il est répondu que CHALLES S'ANIME porte la double casquette car CALAS LA MONTAGNE gère toute la partie dépenses urgentes et la mairie gère les projets plus en rapport avec la qualité de vie au village.

Monsieur Jérémy GROSBOT propose que tout événement gratuit des associations ait à disposition la salle polyvalente à titre gracieux. Monsieur Yves PERRET précise que les événements gratuits sont de plus en plus rares.

Monsieur le Maire demande donc au conseil municipal de statuer sur les deux points cités sans passer par les bulletins secrets.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité décide :

- d'appliquer les tarifs suivants :

| <u>LOCATION SALLE</u> | RÉSIDENTS | NON RÉSIDENTS | ASSOCIATIONS COMMUNALES |
|---------------------------------|--|---------------|----------------------------|
| Four + Cuisine : | 130€ | 200 € | 50 € |
| Grande Salle : | 195 € | 290 € | 100 € |
| Four (Cuisine) + Grande Salle : | 305 € | 460 € | 150 € |
| Caution : | 750 € | | |
| Gaz : | 6,50 € le m ³ minimum : 5 € | | |
| Location toilettes uniquement | | | 30 € (avec caution à 50 €) |

| <u>VAISSELLE</u> | RÉSIDENTS | NON RÉSIDENTS |
|--------------------------|-----------|---------------|
| Jusqu'à 50 couverts : | 15 € | 20 € |
| Au-delà de 50 couverts : | 30 € | 40 € |

3. Devis pour le bornage de la parcelle B006

Il est exposé aux membres du Conseil Municipal que suite à divers problèmes sur la parcelle B0006, il a été acté comme projet de borner la parcelle B0006 sur une partie afin de déterminer les limites de celle-ci et éviter une interférence avec la propriété voisine.

Deux devis ont été demandés et sont présentés comme suit :

- Le Géomètre COSMOS pour un montant de 2 538, 60 € TTC
- Le géomètre ARPENTUA (anciennement Bollache) pour un montant de 1 884,00 € TTC

Monsieur le Maire demande au conseil de choisir le devis qui lui paraîtra le plus pertinent.

Les devis sont refusés à l'unanimité par les membres du conseil et il est demandé de contacter M. Alain FAGOT, notre référent auprès de l'ONF afin de déterminer les parcelles de bois concernées.



4. Décision modificative N°1 – Budget « eau & assainissement »

Il est exposé aux membres du Conseil Municipal que suite à des remboursements d'eau et d'assainissement divers, le chapitre 67 se trouve en dépassement de crédits. Un mail de la trésorerie nous a été envoyé afin de combler les crédits consommés.

Pour procéder à ces écritures, M. le Maire propose au Conseil les augmentations et diminutions de crédits suivantes :

| Compte / Chapitre | Désignation | Diminution sur crédits ouverts | Augmentation sur crédits ouverts |
|-----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| Dépenses de fonctionnement | | | |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | | 2 600,00 |
| 673 | Titres annulés | | 30,00 |
| Recettes de fonctionnement | | | |
| 7011 | Vente eau | | 2 630,00 |

Le conseil, après avoir délibéré à bulletin secret, à l'unanimité, approuve la décision modificative ci-dessus.

Une remarque est émise sur le bordereau de relevés des compteurs d'eau qui n'est pas distribué aux habitants.

5. Délibération pour la passation de la compétence eau et assainissement au 1er janvier 2026 à la communauté de communes

Du fait de l'absence de transfert de ces deux compétences au moment de la promulgation de la loi du 11 avril 2025 susvisée, les compétences « Eau » et « Assainissement » sont considérées comme des compétences facultatives pour la CCRAPC.

Il est à noter que la compétence portant sur l'assainissement non collectif et plus précisément le contrôle des installations était une compétence optionnelle de la CCRAPC, le transfert étant intervenu au 25 novembre 2011. Cette compétence a évolué en devenant une compétence facultative de la CCRAPC au 26 avril 2017. Enfin, le 27 décembre 2017, la compétence facultative portant sur l'assainissement non collectif s'étendait à la mission de portage administratif des dossiers de réhabilitation des installations.

Dans ces circonstances, la compétence portant sur l'assainissement non collectif ne connaîtra pas d'évolution et les missions afférentes à l'entretien ainsi qu'aux travaux de réalisation des installations d'assainissement non collectif restent exclus de la compétence intercommunale.

La CCRAPC a souhaité engager une étude complète lui permettant de disposer, pour l'eau comme pour l'assainissement :

- D'un état des lieux technique, administratif et financier ;
- De la définition de projets de services ;
- De scénarii d'organisation des compétences.

Conformément aux articles L.5211-17 et L.5211-17-2 combinés du CGCT, la communauté de communes propose les transferts de compétences suivants :

- Un transfert de la compétence « **Eau** », comprenant la distribution de l'eau potable, la production, le transport ainsi que le stockage, conformément à l'article L.2224-7-1 du CGCT. Ce transfert est proposé sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes à l'exception des communes de Cerdon et de Serrières-sur-Ain, ces dernières ayant manifesté leur volonté de ne pas transférer cette compétence. Le principe de séabilité territoriale est donc appliqué.



- Un transfert de la compétence « **Assainissement collectif** », celle-ci ne comprend que le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites, conformément à l'article L.2224-8 du CGCT. Ce transfert est proposé sur l'ensemble du territoire de la CCRAPC à l'exception des communes de Cerdon et de Serrières-sur-Ain, ces dernières ayant manifesté leur volonté de ne pas transférer cette compétence. Le principe de séciabilité territoriale est donc appliqué.

Il est à noter que la Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) ne relève pas du périmètre de la compétence d'assainissement collectif telle que proposée au transfert à la communauté de communes.

À ce titre, la communauté de communes n'est pas compétente pour mettre en œuvre ou encadrer des projets de REUT.

De plus, et pour rappel, conformément à l'article L.2226-1 du CGCT, la gestion des eaux pluviales est une compétence distincte de la compétence « assainissement collectif ». Elle relève de la compétence « assainissement des eaux usées », qui n'est pas proposée au transfert.

Afin de transférer cette ou ces compétences à la CCRAPC, il convient donc de se référer aux dispositions de l'article L.5211-17 du même code, ainsi rédigé :

« Les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent à tout moment transférer, en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.

Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Le transfert de compétences est prononcé par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés ».

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) ;

VU la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes ;

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (dite loi Engagement et Proximité) ;

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite loi 3DS) ;

VU la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la délibération n° C-2025-047 en date du 18 septembre 2025 de la Communauté de Communes Rives de l'Ain Pays du Cerdon (CCRAPC) proposant le transfert des compétences « Eau » et « Assainissement collectif » à titre facultatif sur l'intégralité du territoire de la communauté de communes, à l'exception des communes de Serrières-sur-Ain et Cerdon ;

VU la notification de la délibération du Conseil Communautaire C-2025-047 approuvant le transfert des compétences « eau » et « assainissement collectif » à compter du 1er janvier 2026 par courriel le 23 septembre 2025 aux communes membres de la CCRAPC ;

Le conseil, après avoir délibéré à bulletin secret, à l'unanimité, approuve la passation de la compétence eau et assainissement à la Communauté de Communes Rives de l'Ain – Pays de Cerdon.

Madame Jacqueline PIPERINI demande si le tarif préférentiel destiné aux agriculteurs serait toujours en place.
Monsieur le Maire répond par l'affirmatif.



6. Devis concernant le raccordement chemin de Magrand à CIZOD

Monsieur Alexandre BARBARET explique que suite à un rendez-vous avec un habitant de la commune, il se trouve que les travaux de raccordement n'ont pas pu avoir lieu car la fosse septique trouve à l'opposé des canalisations de la STEP. Les travaux auraient des conséquences pour la STEP. Un devis SNTP a été demandé et cela reviendrait à un montant de 6 577,20 €.

Madame Amandine MOREAU demande comment la boîte a pu être posée. Madame Marie-Christine CUTURIER répond qu'aucune boîte de raccordement n'a été posée à CIZOD car c'est de l'assainissement collectif en unitaire. Il suffisait de scinder la fosse septique.

Monsieur Jérémy GROSBOT essaie de comprendre pourquoi ce problème à l'heure d'aujourd'hui, alors qu'il y a eu enquête publique avant travaux.

Monsieur Alexandre BARBARET explique que les travaux ne concernent que la propriété publique et non privée de cet habitant, que la communauté de communes veut un dossier de passation le plus correct possible.

Malheureusement celui-ci craint que cela soit à double tranchant concernant les demandes à venir.

Le devis SNTP est validé, ça bulletin secret, par 8 voix pour et une abstention.

7. Délibération pour le chemin d'accès au Moulin de CRAMANS

Suite à la réunion du 23 septembre 2025, le service juridique de l'AMF a rendu réponse à la commune mais Messieurs Yves PERRET et Alexandre BARBARET se sont déplacés dans une autre mairie qui possède un service juridique.

Il est fortement déconseillé de faire une convention comme dit précédemment mais de faire un arrêté d'autorisation de voirie permanente.

1^{er} point : rester maître d'œuvre sur l'entièreté des travaux réalisés.

2^{ème} point : établir un arrêté d'autorisation de voirie permanente pour le moulin de Cramans.

3^{ème} point : le moulin de Cramans doit déclarer un chemin d'accès sur le chemin communal sur les parcelles 07 et 03.

Le coût de la prestation serait de 4 243,20 € contre coût donné entre 25 et 30 000,00 € par la SNTP.

Monsieur Alexandre BARBARET annonce qu'un marché de Noël aura lieu fin décembre au Moulin de Cramans et que certains Airbnb de Challes seraient sollicités par le site touristique.

Madame Marie Christine CUTURIER demande si Monsieur BARRIOT est au courant que des forestiers vont passer sur le chemin. Monsieur Alexandre BARBARET répond que Monsieur BARRIOT est conscient de cette situation et que cela ne le dérange pas.

Le devis est approuvé à l'unanimité

8. Délibération pour la citerne réservée aux pompiers

Il est exposé aux membres du Conseil Municipal que la réserve incendie étant coupée, des réparations sont à faire pour la réhabilitation de celle-ci.

Deux devis ont été demandés auprès de l'entreprise LABARONNE CITAF (monopole des citernes) et sont présentés comme suit :

- Une réparation avec tapis de sol d'un montant de 2 173,20 €
- Un changement de la citerne avec tapis de sol pour un montant de 7 200,00 € (avec une nouvelle garantie de 10 ans)

Monsieur Alexandre BARABARET présente les avantages et les inconvénients des deux devis.

Monsieur le Maire demande au conseil de choisir le devis qui lui paraîtra le plus pertinent.

Le devis de 7 200,00 pour le changement complet de la citerne est approuvé à bulletin secret et à l'unanimité.

Monsieur Jérémy GROSBOT demande ce qu'il adviendra de la première bâche. Il est répondu qu'elle sera évacuée.



9. Délibération pour la réfection de l'éclairage public communal (Dossier SIEA)

Il est exposé aux membres du Conseil Municipal que sur 63 points lumineux, seul 3 points sont conformes suite à une réunion du SIEA.

Considérant l'augmentation du coût de l'électricité (amortie par l'extinction nocturne en 2024) et l'arrêt des ampoules en sodium, deux solutions sont proposées :

La première serait de moderniser l'ensemble des points lumineux pour un montant de 10 616,34 € avec subvention :

- Modernisation optimale du parc avec passage en luminaires LED tout en conservant au maximum les crosses, les supports et les massifs
- Rénovation des armoires de commande hors normes ou vétustes
- Installation d'un module communicant dans les armoires de commande
- Mise en place d'un programme d'abaissement des puissances selon les créneaux horaires définis.

La deuxième solution serait un relamping partiel d'un montant de 10 213,18 € avec subvention :

- Remplacement d'une ampoule sodium par une ampoule LED dans les luminaires existants, sous conditions que l'appareil soit en bon état et dispose d'un emplacement compatible avec la taille de l'ampoule LED.
- Modernisation des luminaires (vétustes, équipés de lampes à décharge ou de taille trop petite) pour le restant avec abaissement des puissances selon les créneaux horaires définis.
- Rénovation des armoires de commande hors normes ou vétustes
- Installation d'un module communicant dans les armoires de commande

NB: Une programmation d'abaissement de puissance n'est pas possible sur un appareil « relampé »

Monsieur Alexandre BARBARET propose pour l'esthétisme du bourg vers l'Eglise, de mettre des luminaires qui conserveraient l'aspect ancien de la commune et coûteraient 1 200 € par luminaire non subventionné. Il serait au nombre de 4 autour de l'église.

Monsieur le Maire demande donc au conseil municipal de choisir la solution qui leur paraît le plus pertinent.

La solution de la modernisation totale de l'éclairage ainsi que les luminaires esthétiques sont approuvés à bulletin secret, à l'unanimité.

10. Questions Diverses / Informations :

- ✓ **Date des prochains conseils du 1er trimestre 2026 :** le premier conseil municipal de 2026 aura lieu le 24 février.
- ✓ **Projet de faire un schéma directeur d'incendie pour la DECI :** Compte tenu des vérifications de débit d'eau insuffisante sur la plupart des poteaux incendie. Le SDIS nous conseille de faire un schéma directeur d'incendie afin de remplir l'arrêté de la DECI (Défense Extérieure Contre l'Incendie). L'entreprise SUEZ, responsable de la vérification des poteaux incendie, nous transmet les débits et ils sont inférieurs à 60m3/h.
- ✓ **Cérémonie du 11 novembre :** le verre de l'amitié se fera sur la commune, à 11h00 avec un dépôt de gerbe. Une communication illiwap est prévue.
- ✓ **Date des vœux de la mairie :** la date des vœux du Maire est fixée le dimanche 18 janvier 2026 à 10h30.



✓ **Situation des commissions :**

○ **Bien Vivre Au Village :**

- Le repas des séniors est fixé au samedi 24 janvier 2025, le restaurant serait le « Faisan Doré » ou « le Carbet » à Chambod. Cela reste à définir.

✓ **Questions et informations diverses :**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23h05.

Le Maire
Yves PERRET

